

## Stiglitz : "Aucune économie n'est jamais revenue à la prospérité avec des mesures d'austérité"

Le prix Nobel d'économie 2001, pape du néo-keynésianisme, décrypte les enjeux de l'économie sociale et solidaire en temps de crise et affirme que les solutions de long terme portées par cette alternative sont une réponse à la crise.



Joseph Stiglitz reste pessimiste sur la volonté de nos dirigeants d'agir pour "rompre avec le passé". / Reuters (Crédits : Reuters)

LA TRIBUNE - Comment définiriez-vous l'économie positive et en quoi est-elle nécessaire en ces temps de crise ?

► **JOSEPH STIGLITZ** - L'économie positive milite pour un changement de la structure de notre économie vers une vision à plus long terme, génératrice d'une croissance plus pérenne, ce qui est indispensable. Notre société est pour l'instant trop concentrée sur le court terme, cette conception du système a d'ailleurs provoqué la crise financière.

Nous n'avons donc pas tiré les leçons de la crise...

► Nous avons créé cette terrible récession nous-mêmes, ce n'était pas un tsunami accidentel... et la menace demeure. Les maux de notre économie n'ont pas été résolus pour une raison simple : nous avons demandé aux gens qui ont créé la crise de la résoudre. Les problèmes n'ont pas été diagnostiqués. Il y a notamment toujours les mêmes soucis de régulation financière, dont la liste est longue : les banques restent "too big to fail" ("trop grosses pour faire faillite"), leurs prises de risques sont excessives, l'opacité financière perdure et le shadow banking reste bien présent.

Aux États-Unis, par exemple, la loi Dodd Frank censée réguler la finance a atteint à peine 40 % de ses objectifs initiaux. Par ailleurs l'économie de marché n'a toujours pas pris conscience de l'environnement. Nous consommons plus de ressources naturelles que ce que nous avons. Ce niveau de consommation n'est pas tenable sur le long terme. Il faut évoluer sur ce point.

## Vous semblez très pessimiste.

► Oui, car les inégalités, un sujet central, s'accroissent. Aux États-Unis, dont le modèle est souvent pris en exemple, 1 % de la population gagne plus de 22 % des revenus ! Et lors de la reprise, c'est-à-dire entre 2009 et 2011, 90 % de la croissance dégagée aux États-Unis a profité à 1 % de la population alors que les 99 autres pour cents ont vu leurs revenus chuter ou se stabiliser. Le salaire moyen des travailleurs américains est au plus bas depuis quarante ans. **Mais le sujet n'est pas uniquement la question de l'inégalité des revenus, c'est aussi celui de l'inégalité des chances.**

**La réussite des jeunes ne dépend pas de leurs capacités mais de la capacité de leurs parents à payer leur éducation.** Face à ce constat, il est clair que nous n'utilisons pas de manière optimale les meilleures ressources que nous avons.

Les fondamentaux de l'économie enseignés dans les universités parlent d'un marché qui se régule de lui-même par l'offre et la demande. Or aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Partout dans le monde, des gens veulent contribuer à la société, veulent travailler, mais ne peuvent pas le faire, ce qui entraîne un gaspillage de ressources. De même, aux États-Unis, des millions d'Américains sont à la rue, alors qu'il y a beaucoup de maisons vides. **En réalité, la main invisible censée réguler le marché est invisible... parce qu'elle n'existe pas.**

## Quel regard portez-vous sur l'économie européenne ?

► Il y faut des politiques de croissance et non des politiques d'austérité, comme c'est le cas aujourd'hui. En effet, aucune économie n'est jamais revenue à la prospérité avec des mesures d'austérité. Le Fonds monétaire international n'a d'ailleurs pas encore intégré cela. Il faut absolument éviter de sombrer et de détruire l'industrie, car la reconstruire coûte très cher.

Mais l'Europe doit surtout créer très rapidement une union bancaire qui soit plus qu'un superviseur et qui ait un pouvoir de décision. L'absence d'union bancaire entraîne une contraction des financements du secteur public et du secteur privé. La conjonction de tout cela est mortelle. Il faut aussi mutualiser les dettes par la création d'eurobonds, bref changer la structure même de la zone euro. L'important n'est pas tant la réforme dans chacun des pays que la réforme de la zone euro en elle-même.

## Nous ne sommes donc pas sortis de la crise ?

► Pas totalement. La crise ne peut pas être finie tant que l'on n'a pas retrouvé le plein-emploi. Or aujourd'hui, en Europe, il y a plus de 25 % de chômage en Espagne, dont 50 % chez les jeunes. Plus de 60 % des jeunes Grecs sont sans emploi, donc la crise n'est pas

finie. Certes, le pire est sûrement passé, mais il y a une différence entre avoir touché le plus bas et retrouver une vraie croissance. Cela va prendre du temps.

### Que faut-il faire alors ?

► La première des priorités est de créer les conditions pour que la demande reparte. Il y a plusieurs moyens de le faire. Je prône pour ma part de le faire en investissant dans l'éducation, dans les technologies, dans l'innovation et dans les infrastructures, ce qui est ardu à enclencher rapidement. Nous devons également bien comprendre pourquoi jusqu'ici notre économie n'a pas fonctionné et penser à comment nous pouvons faire pour changer les choses. Dans ce cadre, **le système financier doit être régulé.**

La chose la plus importante est de recentrer la mission des banques sur ce qu'elles sont censées faire : par exemple, prêter aux PME. Voyez : même dans le système financier américain qui a renoué récemment avec les profits, les prêts aux PME sont de 20 % inférieurs à leur niveau d'avant la crise. Donc sur ce point il n'y a pas de reprise, les banques estiment que tout va mieux, mais ce n'est pas le cas pour la plupart des Américains et pour les petits commerces.

### Ne faut-il pas plutôt dépasser le prisme de l'opposition Keynes-Hayek, autrement dit la relance par la dépense plutôt que par l'austérité ?

► Les politiques de relance par la dépense publique marchent. Aujourd'hui, nous ne sommes pas allés assez loin dans ce sens. Keynes avait totalement raison. Certes, il n'avait pas une vision complète de l'économie, car c'était il y a soixante-dix ou quatre-vingts ans, mais aujourd'hui nous en savons plus. Ses prévisions expliquant que les dépenses publiques stimuleraient l'économie et que dans les périodes de récession les politiques monétaires ne marcheraient pas ou pas très bien étaient totalement justes. La vérité est que la vision d'Hayek, qui stipule que le marché fonctionne parfaitement seul et s'auto-régule, était fausse.

### Le problème ne tient-il pas également dans la structure des prises de décisions ?

► Lorsque les gouvernances de nos institutions publiques et privées ne raisonneront plus à court terme mais à long terme, nous serons alors plus à même de nous appuyer sur nos capacités d'innovation et les nouvelles technologies pour amener une croissance durable.

Aujourd'hui, nous avons les ressources, les connaissances et les compétences technologiques pour mener à bien une prospérité économique pérenne tout à fait unique.

Mais pour faire cela, nous devons rompre avec le passé. La vraie question n'est pas économique et technique, car nous savons ce que nous avons à faire, mais décisionnelle : nos dirigeants auront-ils la volonté d'agir ? *Il n'y aura pas de retour à la prospérité si les décisions stratégiques des entreprises continuent à se faire dans l'intérêt de la maximisation des rémunérations des actionnaires, qui parfois possèdent des actions durant une nanoseconde, une minute ou même quelques insuffisantes semaines.*

### Une note d'optimisme ?

► Je ne suis qu'à moitié optimiste car nous avons les technologies et de quoi partager la connaissance, mais quand je regarde nos politiques économiques, je me dis que ça ne marche pas vraiment comme il le faudrait.

□ Cette interview date d'il y a maintenant bientôt 5 ans, ce qui lui donne encore plus de poids et de valeur prédictive. Non, les "décideurs" n'ont rien décidé; non, ils n'iront sans doute pas dans le sens promu par Stiglitz, tout englués qu'ils sont dans les intérêts de leurs "sponsors".